

le libertaire

Rédaction :
Administration : Jean Girardin,
72, rue des Prairies, Paris (20e)
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

LA DÉMOCRATIE A L'ŒUVRE

Les affameurs

Les thuriféraires de la démocratie auraient bien tort de ne pas profiter de l'occasion qui s'offre à eux de louanger le régime : le gouvernement de la République française a décidé d'examiner les remèdes à apporter à la cherté de la vie.

On s'est aperçu, en haut lieu, que le pain valait de jour en jour plus cher, que le bifeck atteignait un prix quasi-prohibitif, que toutes les denrées nécessaires à la sustentation suivaient le mouvement et que, pour peu que l'ascension des prix se continuât, populo pourrait bien manifester son mécontentement au travers que par des jérémiaades et des bougonnements.

Aussi, nos consuls ont-ils fait annoncer par leur presse à tout faire qu'ils allaitent, enfin, mettre bon ordre à cet état de choses regrettables.

Naturellement, parmi la foule des innumérables lecteurs assis des feuilles publiques — avaleurs de boudes quotidiennes — il s'est trouvé suffisamment d'ouvriers qui se rassérénent en songeant qu'enfin on allait museler le mercantil.

En vérité, il ne faudrait pas connaître notre régime pour se faire un instant illusion quant aux velléités gouvernementales.

Les communiqués publiés ces jours derniers démontrent peut-être une inquiétude des sphères dirigeantes; mais ce n'est pas tant la cherté de la vie que les conséquences qui en pourraient résulter dans le peuple qui font naître cette inquiétude.

Car on peut bien le dire sans être taxé de partialité : c'est le gouvernement lui-même qui a organisé la vie chère. Et quand nous disons : le gouvernement, nous ne nous en prenons pas plus à l'équipe Tardieu qu'à une autre. Tous les ministères qui se sont succédé depuis l'armistice n'ont eu qu'un seul but : favoriser par tous les moyens la prospérité du commerce. Et ce but ne pourrait naturellement être atteint qu'au détriment du consommateur.

Evidemment, c'est la classe laborieuse qui supporte tous les frais d'une pareille politique; car les gens fortunés sont, pour ainsi dire, assurés contre les augmentations du coût des denrées, puisqu'en dernier ressort ce sont eux qui touchent les bénéfices réalisés par l'application de la formule commerciale qui consiste à toujours augmenter les bénéfices pour s'enrichir le plus rapidement possible.

Nous disons que les gouvernements ont encouragé les mercantis dans leur œuvre d'affamement — et nous allons la prouver de suite.

Prenons deux denrées qui, en ces temps-ci, ont suivi une marche ascendante dans leurs prix de vente : le pain et la viande.

En ce qui concerne le pain, nous enterrons, si nous lisons les organes des organisations patronales, trois sorts de cloche différents : les cultivateurs se plaignent du peu de bénéfices que leur laisse la récolte; les boulanger s'exclament qu'en leur vend la farine à un taux qui fait qu'en vendant le pain aux prix taxés, c'est tout juste s'ils ne perdent pas d'argent; la minoterie fait entendre des plaintes qui feraient croire que sa situation financière confine au marasme. Qu'y a-t-il de vrai dans tout cela?

Il faut connaître comment se fait la vente des blés. Il y a, à Paris, un bâtiment que l'on nomme la Bourse de Commerce. Dans cet édifice, que l'on pourrait appeler une grotte de bandits, existe un marché aux grains. Là, des « commissionnaires » achètent, vendent, achètent à nouveau et revendent bien entendu en fluctuant savamment les prix, un blé qu'ils n'ont jamais vu.

Mieux, on peut affirmer, sans craindre aucun démenti, que nul, parmi ces « commissionnaires » ne sait la teneur chimique exacte d'un grain de blé. Ils vendent, mais ne voient jamais un seul épé de millet. C'est du blé qui est en culture en France, voire en Argentine, qu'ils trafiquent en faisant hausser ou baisser les cours suivant leurs intérêts. On vend à terme — c'est-à-dire du blé livrable en trois, quatre, cinq ou six mois.

Mieux, en 1922, on « achetait » du blé qui devait être récolté en Algérie en... 1924!

Seulement, dans chaque écart, le groupe acheteur ou vendeur gagne la différence.

Pour plaire à ces messieurs, alors que la récolte était à peine suffisante aux nécessités de la consommation française, on permit d'exporter du blé — et on limita l'entrée en France des blés étrangers. On limita de même la quantité des blés exotiques qui devaient entrer dans la farine destinée à la panification.

C'est ainsi que 3 % seulement des dits blés exotiques devaient être utilisés. Naturellement, sous la pression des événements, le gouvernement vient d'autoriser, la semaine dernière, une augmentation du pourcentage. 10 % de blés étrangers pourront entrer dans la fabrication du pain.

Mais, alors qu'on paie le blé français 160 à 165 francs, on pouvait avoir du blé argentin pour 120 francs le quintal.

Seulement, on frappe de droits de douane excessifs ces blés, de façon à ce qu'ils atteignent le même cours que les blés français.

Ce sont pas les cultivateurs qui profitent de cet état de choses, mais uniquement les « commissionnaires », qui réalisent de scandaleux bénéfices et font que le pain vaut aujourd'hui, à Paris, 2 fr. 35 le kilo.

**

Pour la viande, c'est à peu près la même histoire. Il y a ce qu'on appelle les courtiers en bestiaux. Alors que l'élevage est plutôt en décroissance, les bouchers vont à travers le pays chercher les plus belles pièces du cheptel et les vendent à l'extérieur.

C'est ainsi que les bouchers nancéens se sont réunis dernièrement et ont, en un ordre du jour, demandé que le gouvernement interdise l'exportation du bétail pendant un certain temps, faute de quoi ils seraient obligés de demander qu'on revienne à la pratique des derniers temps de guerre : l'organisation de un ou deux jours sans viande.

Et dès maintenant, ils annoncent leur décision de supprimer la vente de viande dans l'après-midi. A Marseille, ils se plaignent de vendre 45 % de moins qu'aujourd'hui.

Certes, les bouchers, les éleveurs bénéficient bien un peu de cette augmentation du coût de la viande — mais ceux qui en profitent le plus, ceux qui organisent la hausse des cours, ce sont les courtiers et commissionnaires en bestiaux qui préfèrent vendre à l'étranger parce que le change leur est favorable.

On pourrait citer aussi les cas des pommes de terre ou des fruits qui s'en vont à l'étranger, alors qu'il n'y a pas suffisance pour répondre au besoin de la consommation — mais les exemples du pain et de la viande sont assez significatifs.

**

Le gouvernement annonce des mesures ? Foutaise !

Il ne peut pas, en réalité, prendre les mesures qui s'imposeraient parce qu'il n'est — à quelque parti appartenant ses membres — que le fidéi-commis des industriels, des financiers et des mercantiles.

Trop d'intérêts sont en jeu, auxquels les membres même du gouvernement (ou leurs familles ou leurs amis) sont intimement mêlés. C'est la beauté du régime capitaliste que d'affamer les ouvriers pour enrichir les détenteurs de la richesse.

Tant que le commerce — c'est-à-dire le régime de l'intermédiaire — existera, tant que les parasites ou les oisifs seront les maîtres de nos destinées, il y aura la vie chère.

Il n'y a qu'une seule solution, celle que nous préconisons depuis longtemps : la suppression du régime de rapines qui nous étreint dans sa griffe d'acier et l'instauration d'un milieu social où le producteur seul gèrera ses propres affaires, l'abolition de toute monnaie et l'application de notre axiome : de chaque selon ses forces et à chacun selon ses besoins.

Tout le reste n'est que littérature et bourrage de crâne.

L

L'ORDRE RÈGNE
en Indochine

Les quotidiens du 2 août publiaient le petit « communiqué » ci-dessous qui vient s'ajouter au dossier déjà édifiant de la civilisation républicaine en Indochine : Le ministère des colonies communique la note suivante :

Depuis quelques jours, une campagne très active par distribution de tracts était faite en Indochine parmi les indigènes, en vue de provoquer une agitation dans la colonie à l'occasion de la journée du 1er août. Malgré cette propagande extrêmement active, le gouverneur général, à la fin de la journée, a informé le ministre des Colonies que, sauf un incident sérieux à Cochinchine, une tentative de grève à Minh, et une manifestation aussiitôt dissoute en Annam, l'ordre n'avait cessé de régner le 1er août sur toute l'étendue de la colonie.

L'incident survenu en Cochinchine, dans la province de Travinh, à Oang-Long, a été provoqué par le rassemblement, devant la légation, de deux colonnes de manifestants qui, malgré la patience des autorités et leurs exhortations, ont tenté de déborder la garde civile. Celle-ci a été obligée, après sommation réglementaire, de faire usage des armes. Trois indigènes ont été tués, dix blessés et vingt ont été arrêtés. Le principal meurtrier est parmi les blessés.

On le voit par ce sobre et précis bulletin de victoire, l'ordre « continue à régner » en Indochine selon ses méthodes les plus pures.

Quand ce ne sont pas des condamnations à mort contre les « rebelles », c'est la fusillade sommaire de manifestants coupables d'avoir osé proclamer à haute voix leur mécontentement.

PROPOS D'UN PARIA

Les jurés de la Seine, à l'heure où j'écris, n'ont pas encore décidé du sort du nommé Pouthier dit « La Fraise », présumé coupable d'avoir plongé son couveau dans l'abdomen de l'un de ses amis.

Le nommé Pouthier faisait partie d'un monde spécial, c'est-à-dire que la prostitution de sa femme, d'ailleurs légitime, laquelle exerçait son « commerce » avec le visa de la préfecture, constituait le plus clair de ses revenus. Il était en cela l'ému, en plus petit, bien entendu, des négriers modernes qui font sur des millions d'as de troupeaux d'esclaves, ou bien « épousent » les sacs d'or — c'est une façon de parler — d'une Américaine ou d'une vieille rombière hystérique.

Donc, « La Fraise » se trouvait au bar, en compagnie de sa légitime et de son ami Coudrier, ce dernier se serait permis de tutoyer la dame. Une telle proximité ne pouvait manquer de susciter les justes reproches de « l'homme » gravement offensé dans sa dignité.

Une explication s'en serait suivie, laquelle aurait abouti à la perforation des tripes de l'impôti.

C'est du moins ce qu'en disent les journaux. Tout ce que l'on sait de réel, c'est que le nommé Coudrier est mort à l'hôpital St-Louis, trois jours après cette meurtre et que, jusqu'à son dernier souffle, il se refusa à révéler à la police le nom de celui qui l'envoyait aussi malencontreusement chez Pluton.

Si je vous rapporte ce fait divers, ce n'est pas pour prendre la défense de l'accusé ni faire l'apologie de sa « profession ». C'est tout simplement pour faire remarquer, que même chez certains individus, aussi dégradés moralement qu'ils puissent apparaître, à première vue, il se rencontre parfois certaines vertus que l'on recherche en vain chez des personnes qui l'on a coutume de présenter comme faisant partie de l'élite de la nation.

Ce type qui crève silencieusement et se refuse jusqu'au bout à donner le nom de son assassin, n'a-t-il pas donné, sans doute sans s'en douter, une leçon de propriété morale à tant de maquereaux de la haute qui ne possèdent pas, eux, ce courage, cette dignité ?

Je sais bien ce que l'on me rétorquera : ce sont, paraît-il, les mœurs du « milieu ». C'est bien possible. Mais on ne m'empêchera pas de proclamer que celui qui les observe avec ce stoïcisme, a bien racheté l'erreur d'une existence dont il n'est en somme qu'à partiellement responsable.

La société bourgeoise n'est-elle pas la plus féroce, la plus lâche, la plus hideuse maquerelle ?... — Pierre Maudès.

L'AFFAIRE BERNERI

UN HOMME TRAQUÉ !

Il nous était demandé, de divers côtés, ces dernières semaines, si nous n'allions point nous occuper plus activement de notre camarade Berneri, dont l'existence, depuis deux années, est un long martyre pour lui d'abord et aussi pour sa dévouée compagne, pour ses deux petits enfants et pour sa vieille mère.

Nous avions indiqué, dans le *Liber*taire du 28 juillet, que Berneri avait été livré par les policiers luxembourgeois aux gendarmes français. Le tribunal de Briey, devant lequel il comparut pour infraction à un arrêté d'expulsion, n'osa point le condamner, il l'acquitta.

Se trouvant ainsi en France par la force des choses, notre ami en profita pour faire opposition au jugement rendu par le tribunal de Paris qui le condamnait, par contumace, à six mois d'emprisonnement.

En conséquence, un sauf-conduit lui était accordé pour venir à Paris soutenir son opposition et défendre sa liberté.

Après avoir choisi comme avocat M^r Robert Lazurick, Berneri attendit, libre, la convocation du parquet de la Seine.

Il comparaissa donc le jeudi 31 juillet devant la 13^e chambre correctionnelle. Et sans qu'il ait eu à donner son avis sur l'opportunité d'un renvoi de son affaire, le tribunal remit les débats sur le fond au 15 octobre et laissa en liberté provisoire notre camarade.

Nous insistons sur le fait que cette rémission n'a pas été demandée par Berneri; celui-ci s'y attendait si peu que tous ses témoins étaient présents à l'audience, l'un d'eux était même venu de Marseille expressément.

Faut-il avouer que nous, les amis de l'inculpé, nous n'étions point fâchés de la décision de la 13^e chambre ? Ce pauvre Berneri, pensions-nous, va pouvoir finir de se reposer, se retrouver quelque temps auprès des siens; sa famille va pouvoir apprécier un bonheur dont elle avait été si longtemps privé.

Hélas ! la police, qui s'est placée depuis notamment que Chiappe gouverne — si souvent au-dessus des lois, guettait sa proie.

Le lendemain de la comparution de Berneri devant le tribunal, les policiers faisaient irrruption chez lui, l'arrachaient de son logis et, trois heures après, l'embarquaient à la gare de l'Est pour une destination inconnue. Les enfants, la vieille mère, la compagne pleuraient pendant ce rapt imminent; c'est tout juste si la camille policière ne riait pas.

Même aux personnes qui ne sont pas anarchistes, il apparaît que la police a été un peu fort cette fois. Les bornes ont été par elle dépassées. Tant mieux donc

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ETRANGER
Un an ... 22 fr.	Un an ... 30 fr.
Six mois... 11	Six mois... 15
Trois mois... 5 50	Trois mois... 7 50
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98.	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

si sa dernière goutte fait déborder le vase.

Toute la presse de gauche — à l'exception de l'*Humanité* — a dit son indignation devant pareil arbitraire.

M^r Lazurick — admirablement secondé par M^r Guillot, son secrétaire — se démène pour faire rapporter cette scandaleuse mesure.

Voici la lettre qu'il adressait au ministre de l'Intérieur, le jour même de cet attentat contre la liberté individuelle :

Paris, 1^{er} août 1930.

Monsieur le ministre,
Je viens d'apprendre avec stupéfaction que mon client, le professeur italien Berneri, qui est actuellement l'objet de poursuites devant une juridiction correctionnelle française, vient d'être expulsé de France.

Il s'agit là d'une mesure de police sans précédent, contre laquelle j'élève la plus véhément protestation.

Mon client avait comparu, jeudi dernier, devant la 13^e chambre correctionnelle de la Seine, comme prévenu libéré. Sans qu'il l'ait sollicité, le tribunal, après avis du ministère public, a décidé le renvoi de son affaire au 15 octobre prochain et, persuadé que Berneri se représenterait à cette date, l'a laissé en liberté provisoire.

Mais, hier, vos services, se plaçant au-dessus de la justice, ne pouvant arrêter mon client, l'ont refoulé hors de notre territoire.

Une telle mesure, que je n'hésite pas à qualifier d'illégale, porte atteinte au droit le plus sacré dont dispose, en France, tout prévenu : celui de rester en relation directe avec son défenseur.

Elle risque aussi de mettre Berneri dans l'impossibilité de se présenter devant ses juges le 15 octobre prochain et d'entrainer ainsi pour lui une condamnation définitive sans débats.

C'est sans exemple dans les annales judiciaires de notre pays.

Il n'est donc pas possible, Monsieur le ministre, que vous mainteniez

très fort», pensent ces co-politiciens. Et cela provoque de leur part le seul genre de respect qui soit vraiment sincère dans ces milieux-là. « Enrichissez-vous », disait précisément un grand personnage du régime 1880.

Quant aux insurgés de Juillet ? Ils avaient cru défendre et sauver la liberté, la liberté de la presse. On sait ce qu'il est advenu. Cent ans après 1830, les journaux sont presque tous « contrôlés » par les puissances financières ou les distributeurs de fonds secrets, le reste livré à la discréption des magistrats appliqueurs de lois scélérates.

Ils avaient voulu défendre et sauver la liberté. La liberté, ce ne devait être qu'une fiction, une abstraction. Telle, dans le beau tableau de Delacroix, *La Liberté guidant le Peuple*, consacré au souvenir des journées de Juillet, cette forme allégorique qui pleure au-dessus des combattants en agitant son drapeau tricolore. La liberté ? Un nouvel ordre légal, avec des petits changements dans le personnel des profiteurs.

La liberté ? Contre les forces d'exploitation et d'abrutissement elle reste tout entière à conquérir.

**

Presque au lendemain du discours de Tardieu, on apprenait que le 1^{er} août, la troupe avait tiré sur des manifestants co-chinchinois, en ayant tué trois et blessé une vingtaine.

Il ne semble pas, d'ailleurs, que cette nouvelle ait suscité beaucoup d'émotion dans la presse et les milieux politiques.

C'est une chose naturelle, évidemment, que l'on guillotine ou que l'on fusille des indigènes et dont on aurait mauvais gré de se scandaliser. Surtout si ces indigènes n'apprécient pas suffisamment les douceurs de « notre » protection. Il serait réellement compromettant d'en parler.

On a d'ailleurs eu tellement d'autres sujets !

On a rappelé tous les détails de cette fameuse révolution de 1830, et cent ans après, on n'a pas hésité à faire l'éloge des insurgés victorieux. On a même poussé le courage jusqu'à faire l'apologie des soldats qui refusèrent d'obéir aux ordres de leurs supérieurs et de tirer sur le peuple, et — voyez ce libéralisme — il n'y a pas eu de poursuites pour cette apostrophe.

L'on a continué aussi, dans certains milieux à se féliciter du succès remporté il y a quelque trente ans dans cette fameuse affaire Dreyfus, que l'on est en train de réexploiter au théâtre, au cinéma et dans quelques autres industries. Et d'honorables personnes se félicitent d'avoir eu le cœur généreux à cette époque-là.

Il faut dire aussi que le capitaine Dreyfus était de ces « gens bien » auxquels les autres « gens bien » peuvent s'intéresser sans dégoût, en quelque sorte, à leurs propres yeux. Mais non de misérables révoltés indochinois.

Pourquoi ne pas protester tout de suite contre l'emploi des gardes mobiles contre les grévistes du Nord qui ont eu l'impuissance de réclamer un salaire conforme aux exigences de la vie et ne pas vouloir laisser réduire leur paye de prélevements pratiqués sous prétexte d'assurances sociales ?

Les gardes mobiles ont été précisément inventés pour mater cette canaille, par prévision du cas où la troupe... ferait comme certains régiments de ligne, en 1830.

**

Tueries coloniales, répression contre ceux qui défendent leurs conditions d'existence, perspectives de misère, montée à vue d'œil du prix du pain et des aliments, probabilités de crise économique aggravée, telle est la douce situation « intérieure » de la France.

Par ailleurs, tension internationale qu'on ne cherche même plus à dissimuler. Menaces constantes d'un conflit avec les amis fascistes d'Italie ou l'hindénbourg allemande...

Cependant voilà passé le seizième anniversaire de l'autre guerre, la « dernière ». On ne l'a pas beaucoup célébré. C'est qu'on songe surtout à la prochaine. L'on met les Alpes en état. L'on équipe les frontières de l'Est.

Et un peu partout, il y a des gouvernements qui pourraient être tentés de sortir de maints embarras en déclenchant les hostilités.

Et l'on sait ce que serait la barbarie scientifique de cette nouvelle guerre. Et l'on songe à tout ce qui aurait dû être fait depuis douze ans pour amener les futures victimes à s'y opposer. L'on songe aux tactiques, aux habiletés odieuses des socialistes et des communistes qui ont délibérément brisé tout mouvement réellement antimilitariste. L'autre jour, le ministre Paul-Boncour ne flétrissait-il pas la démagogie de ceux qui ne font pas profession de « Défense nationale ? »

EPSILON.

ILYA EHRENBURG

10 C.V.

Le Roman de la machine

Lisez ce livre, camarades, vous comprendrez notre époque de machinisme exacerbé qui, pour assouvir la soif d'or de quelques puissants et des porteurs d'obligations assassines chaque jour à l'ustine, aux colonies et dans les rues de bantouise les fils du peuple par la machine, le sabre, le fouet ou le revolver.

15 francs. — Franco : 16 fr. 50

En vente : Librairie d'Éditions Sociales, 72, rue des Prairies, Paris (20^e).

Faits et Documents

Il y a des campagnes contre certains abus qui seraient nécessaires, car tout le monde est intéressé à leur disparition.

Ainsi serait celle contre le bruit, qui est encore à entreprendre. La vie d'une masse de cinq millions d'habitants ne va pas sans une bruyance démentielle qui fatigue, irrite, détermine le surmenage, l'usure précoce des organes.

Le bruit provient de différentes causes. D'abord, des nécessités sociales telles que transports particuliers et en commun.

Convenons que Paris connaît en de nombreuses artères un calme provincial, mais il mal, pour n'être point généralisé, n'en est pas moins existant ; et il gagne, il fait tache d'huile. Des rues, calmes il y a cinq ans, deviennent impossibles sans que nul remede limite le mal.

L'on nous a parlé de remèdes ! La question, pourtant, intéressera les autorités municipales ; je ne constate point d'amélioration dans mon quartier ; j'entends toujours, la nuit, les mêmes tramways qui passent avec un bruit de ferraille, des autobus à bandages et des lourds camions qui donnent à leur passage l'impression d'un tremblement de terre. Imaginez le bruit que peuvent faire deux mille tramways et vingt-cinq mille véhicules, dont de nombreux camions, dans une rue, dans l'espace de vingt-quatre heures. A peine trois heures d'un calme relatif de 2 heures à 5 heures du matin ; encore le silence est-il troué du bruit des voitures de marchands qui se rendent aux Halles. Les maisons, même les plus solides, tremblent sur leurs assises.

On dit qu'il y a des remèdes. Sans connaître la question sous son angle technique, nous le croyons. Nous avons vécu dans un quartier où les rues sont revêtues d'asphalte ou pavées avec du bois ; les bruits nous arrivaient assourdis ; habitez sur la rue, nous pouvions dormir toutes fenêtres ouvertes. Allez loger dans une de ces avenues qui sortent de Paris et comparez cette ruine qui monte de 5 heures du matin jusqu'à 2 heures de la nuit au bruit que vous entendrez dans le quartier passager du VIII^e ou du XVI^e ; restez tout un soin sur un banc de l'avenue du Bois, où, pourtant, les véhicules abondent, et vous verrez que la question du bruit est pratiquement résolue dans ces quartiers chics.

Le pavage joue un grand rôle dans le bruit ; faites la différence entre les quartiers pauvres et les quartiers riches : ici, asphalté et bois ; là, pavés et souvent encore artères mal entretenues, aux cailloux innombrables, grâce auxquels se répercutent les bruits. Il y aurait un remède : unifier le pavage le plus silencieux ; mais qui exigerait pour les quartiers ouvriers ce que l'on octroie aux riches ?

Une autre forme du bruit et non moins énervante : la musique.

Le phono et la T. S. F., grâce à leurs prix accessibles à toutes les bourses, ont permis à d'innombrables familles de posséder un mauvais phono ou un plus mauvais encore appareil de T. S. F.

Vous rentrez chez vous, fatigué de votre journée de travail, avec l'espérance de vous reposer ; vous n'avez pas compté avec vos voisins qui éprouvent le besoin de vous envoyer avec leurs haut-parleurs nasalins le dernier refrain parisien lancé à Hollywood ; tel autre, pour montrer la supériorité de son appareil, vous lance les échos d'une musique capable de vous en dégoûter à tout jamais ; pour peu qu'il y ait cinq ou six appareils dans votre maison avec haut-parleurs « déchaînés », votre quiétude est détruite. Parlez-vous des mauvais phonos qui ressassent leurs inepties ? Contentons-nous de déplorer ce bruit gênant qui ne répond à aucune réaction.

Le phono et la T. S. F., grâce à leurs prix accessibles à toutes les bourses, ont permis à d'innombrables familles de posséder un mauvais phono ou un plus mauvais encore appareil de T. S. F.

Vous rentrez chez vous, fatigué de votre

journée de travail, avec l'espérance de vous reposer ; vous n'avez pas compté avec vos voisins qui éprouvent le besoin de vous envoyer avec leurs haut-parleurs nasalins le dernier refrain parisien lancé à Hollywood ; tel autre, pour montrer la supériorité de son appareil, vous lance les échos d'une musique capable de vous en dégoûter à tout jamais ; pour peu qu'il y ait cinq ou six appareils dans votre maison avec haut-parleurs « déchaînés », votre quiétude est détruite. Parlez-vous des mauvais phonos qui ressassent leurs inepties ? Contentons-nous de déplorer ce bruit gênant qui ne répond à aucune réaction.

Le phono et la T. S. F., grâce à leurs

prix accessibles à toutes les bourses, ont permis à d'innombrables familles de posséder un mauvais phono ou un plus mauvais encore appareil de T. S. F.

Vous rentrez chez vous, fatigué de votre

journée de travail, avec l'espérance de vous

reposer ; vous n'avez pas compté avec vos

voisins qui éprouvent le besoin de vous

envoyer avec leurs haut-parleurs nasalins

le dernier refrain parisien lancé à

Hollywood ; tel autre, pour montrer la

supériorité de son appareil, vous lance

les échos d'une musique capable de vous

en dégoûter à tout jamais ; pour peu

qu'il y ait cinq ou six appareils dans

votre maison avec haut-parleurs « déchaînés »,

votre quiétude est détruite. Parlez-vous

des mauvais phonos qui ressassent leurs

inepties ? Contentons-nous de déplorer ce

bruit gênant qui ne répond à aucune réac-

tion.

Le phono et la T. S. F., grâce à leurs

prix accessibles à toutes les bourses, ont

permis à d'innombrables familles de posséder

un mauvais phono ou un plus mauvais

encore appareil de T. S. F.

Vous rentrez chez vous, fatigué de votre

journée de travail, avec l'espérance de vous

reposer ; vous n'avez pas compté avec vos

voisins qui éprouvent le besoin de vous

envoyer avec leurs haut-parleurs nasalins

le dernier refrain parisien lancé à

Hollywood ; tel autre, pour montrer la

supériorité de son appareil, vous lance

les échos d'une musique capable de vous

en dégoûter à tout jamais ; pour peu

qu'il y ait cinq ou six appareils dans

votre maison avec haut-parleurs « déchaînés »,

votre quiétude est détruite. Parlez-vous

des mauvais phonos qui ressassent leurs

inepties ? Contentons-nous de déplorer ce

bruit gênant qui ne répond à aucune réac-

tion.

Le phono et la T. S. F., grâce à leurs

prix accessibles à toutes les bourses, ont

permis à d'innombrables familles de posséder

un mauvais phono ou un plus mauvais

encore appareil de T. S. F.

Vous rentrez chez vous, fatigué de votre

journée de travail, avec l'espérance de vous

reposer ; vous n'avez pas compté avec vos

voisins qui éprouvent le besoin de vous

envoyer avec leurs haut-parleurs nasalins

le dernier refrain parisien lancé à

Hollywood ; tel autre, pour montrer la

supériorité de son appareil, vous lance

les échos d'une musique capable de vous

en dégoûter à tout jamais ; pour peu

qu'il y ait cinq ou six appareils dans

votre maison avec haut-parleurs « déchaînés »,

votre quiétude est détruite. Parlez-vous

des mauvais phonos qui ressassent leurs

inepties ? Contentons-nous de déplorer ce

bruit gênant qui ne répond à aucune réac-

tion.

Le phono et la T. S. F., grâce à leurs

prix accessibles à toutes les bourses, ont

permis à d'innombrables familles de posséder

un mauvais phono ou un plus mauvais

encore appareil de T. S. F.

Vous rentrez chez vous, fatigué de votre

journée de travail, avec l'espérance de vous

reposer ; vous n'avez pas compté avec vos

voisins qui éprouvent le besoin de vous

envoyer avec leurs haut-parleurs nasalins

le dernier refrain parisien lancé à

Hollywood ; tel autre, pour montrer la

supériorité de son appareil, vous lance

les échos d'une musique capable de vous

en dégoûter à tout jamais ; pour peu

qu'il y ait cinq ou six appareils dans

votre maison avec haut-parleurs « déchaînés »,

votre quiétude est détruite. Parlez-vous

des mauvais phonos qui ressassent leurs

inepties ? Contentons-nous de déplorer ce

EN BELGIQUE

Centenaire d'esclavage

La Belgique en ce moment est submergée de réjouissances. Non seulement les bourgeois, mais même une grande partie de la classe ouvrière est en extase patriote. Pensez donc, voici cent ans que la Belgique s'est débarrassée du joug hollandais. La Belgique, grâce à ses rois, surtout à Albert I^{er} dit « Le Brave » s'est élevé au plus haut sommet de la justice et de la liberté. Et aussi de la civilisation, allais-je oublier de dire.

Les fêtes et cérémonies se succèdent sans cesse. Tout étranger visitant en ce moment les expositions de Liège et d'Anvers se croira dans un pays où le peuple est le plus heureux du monde. La Belgique paraîtra à ses yeux une contrée très prospère, malgré le chômage qui prend une grande extension, mais que l'on dissimule soigneusement.

Bref, tout l'air d'aller très bien, malgré le spectre de la guerre qui nous menace. Les anarchistes qui voient un peu plus clair, que doivent-ils dire aux élémens veules et passifs de la foule ?

La bourgeoisie elle-même laisse entrer par le mensonge de cette misérable scène patriotique. Le journal fascinant *La Meuse*, du 24 juillet, en dit déjà long là-dessus. Tandis qu'en deuxième page s'éteint fièrement le compte rendu détaillé des fêtes du centenaire, juste à côté, un petit article nous dit beaucoup plus long que n'importe quel discours patriotique.

Voici cet entrefilet :

« Rousies (une commune de la province de Liège). — Un drame de la misère. Un ouvrier de Rousies, le nommé Pierre Henrard, âgé de 37 ans, marié et père de six enfants, était malade depuis longtemps et incapable de travailler. Il subit, dernièrement, une douloureuse opération et les médecins qui le soignaient déclareront qu'il ne pourrait pas reprendre ses occupations ayant, au moins, un an ; mais, comme la misère régnait chez lui, il retourna à l'usine au bout de quelques semaines ; ses forces le trahirent et il dut, de nouveau, rester inactif.

Des interventions discrètes se produisirent, mais elles n'étaient pas suffisantes et ce fut bientôt, chez ce malheureux, le dénouement le plus complet.

Désespéré de cette situation, il a absorbé le contenu d'une fiole de laudanum qu'il employait pour ses pansements. Le pauvre homme est mort après une affreuse agonie ».

Cela arrive au moment où le gouvernement dépense des centaines de millions pour les fêtes patriotiques, au moment où le roi Albert, dit « Le Brave », prononce des discours pompeux dans lesquels il parle de la bonne entente entre ouvriers et patrons.

Au même instant, les socialistes, à l'occasion du 25^e anniversaire de la Fédération Syndicale des Métallurgistes, lancent des manifestes dans lesquels ils tiennent le langage suivant :

« ...Pour s'en convaincre, il suffit de se rapporter à 25 ans d'ici ; en 1905. Qu'étaient les travailleurs à cette époque ? Des miséreux et des esclaves. Des salariés traités en bête de somme... » — « ...Que sont-ils à présent ? Des hommes libres... »

Oh ! après tout, les socialistes ont raison de le dire. Seulement ils oublient d'ajouter que la seule liberté que nous ayons est celle de crever. Il n'y a que cela que le prolétariat ait gagné dans lutte par le suffrage universel.

Ah ! qu'il est à plaindre, cet homme libre de prolétaria ! Trahi et bafoué par ceux qui sortent de la classe ouvrière même, bien des travailleurs se désespèrent d'arriver à une amélioration, si pas pour eux directement, tout au moins pour leurs enfants. Si seulement ils se donnaient la peine de lire d'autres journaux que ceux de la presse bourgeoisie et socialiste, s'ils s'efforçaient d'étudier quelques brochures ou livres anarchistes et réfléchissent sérieusement, ils comprendraient l'enseignement du communisme-anarchiste ; ils verront qu'il est capable d'assurer le bien-être de l'humanité entière, en même temps que la justice prolétarienne, supprimant l'inégalité. Seule la suppression du salariat et des castes arrivera à abolir la misère ma-

térielle et morale. Venez donc, camarades ouvriers, lutter contre notre ennemi commun qu'est le capitalisme.

Si le fruit immédiat de votre lutte est minime, il y a toujours la satisfaction réelle de faire avancer la Révolution sociale conduisant vers la société sans exploitation ni autorité : vers l'Anarchie.

P. CONDA.

(De Saint-Nicolas-les-Liège.)

BRUXELLES

Un meeting pour Ghezzi

Le samedi 26 juillet, le Comité international de défense anarchiste de Bruxelles avait organisé à la Maison des Huit Heures un meeting en faveur de notre malheureux camarade, emprisonné depuis quinze mois au bagne de Souzal, pour y subir les trois ans de prison que lui infligent les agents du Guepeou russe.

Nous avions, cette fois, la chance de compter parmi les orateurs, deux délégués étrangers : un de la C. G. T. S. R. de Paris, l'autre de l'A. I. T. de Berlin. Les orateurs étaient : Adamas, Marchand, Lazarevitch et Ernestan.

L'annonce de notre meeting avait eu le temps de faire le tour des salles de Staline. Aussi tentèrent-ils un grand coup à l'ouverture du meeting, tout le parti communiste, y compris les enfants, se trouvait dans la salle.

Ernestan, qui ouvrait la séance, rappela brièvement l'activité passée de notre comité et exposa en résumé la vie de Ghezzi depuis son enfance jusqu'à la cellule de Souzal, où il dépeint lentement.

Avant de terminer, Ernestan tira quelques enseignements de cette tragique histoire et déclara entre autres que ce n'était pas pour en arriver à un pareil état de choses que les travailleurs de Russie s'étaient fait tuer en 1917 et que les bourgeois de Ghezzi trahissaient la Révolution russe.

n'en fallut pas davantage pour déchaîner le tumulte ; des hurlements jaillirent et il apparut immédiatement une volonté d'obstruction et de sabotage. Un comparse de la bande moscouitaire poussa l'audace jusqu'à réclamer la constitution d'un bureau comprenant des délégués de leur parti, lequel applaudit au supplice de Ghezzi.

Malgré le rappel du droit de contradiction accordé aux auditeurs qui demandaient la parole, le calme ne se rétablit sur un appel énergique de Lazarevitch, qui descendit dans la salle, l'on entreprit l'expulsion des perturbateurs et, durant quelques minutes, ce fut la bagarre.

Devant cette attitude résolue et notre décision de continuer le meeting, les représentants du nationalisme russe virent la place où en furent vidés sous les huées. La réunion se déroula alors dans le calme et c'est ponctuée par des applaudissements que les différents orateurs stimulèrent les agissements des traitres à la cause du prolétariat mondial et des fossoyeurs de la Révolution russe.

Cette réunion nous permit d'entrer plus avant dans l'estime et la sympathie de nombreux travailleurs. Quant aux saboteurs, qui en furent pour leurs frais, ils sortent de cette bagarre plus discrédités encore qu'ils n'y entrèrent.

Nous sommes, d'autre part, prévenus sur l'audace de ces crapules et — nous prévenu en valant deux — nous leur feront voir à l'occasion.

Plus que jamais, en avant pour Francesco Ghezzi !...

Un auditeur.

Docteur A. CAUDUCHEAU

Contre un fléau

Comment on se préserve des maladies sexuelles.

Prix : 5 fr. 75. — Franco 6 fr. 35.

ALGER

LA VOIX DE PROVINCE

BORDEAUX

Les camisards d'Oléron en conseil de guerre

Le conseil de guerre de Bordeaux, appelé maintenant tribunal militaire, ce qui ne le change en rien, a siégé pour cette affaire les 23, 24, 25 et 26 juillet. Le procès a eu lieu dans une atmosphère d'état de siège. Le quartier où se trouve le tribunal était envahi par les indigènes, seulement aux indigènes. Il serait donc plus juste de dire : « Les crimes et les vols sont commis par les malheureux ».

Les malheureux dans les colonies n'étaient jamais les colons ni les européens en général, la bous ou la lie humaine qui y existait est donc formée seulement d'indigènes, c'est compréhensible ; ainsi, illeurs, où il n'y a pas de « colonisés » les crimes sont commis par les habitants du pays ou aucune question de race n'intervient.

Si les crimes sont commis ici par les indigènes, cela prouve donc bien : 1^{er} que les criminels (au sens ordinaire du mot) et non au sens vrai, car au sens vrai, les criminels sont dans la haute classe, ils sont constitués par les capitalistes qui volent l'argent gagné à l'aide du travail de leurs ouvriers, par ceux qui, de crainte de dépeiner, négligent sciemment les précautions à prendre dans les entreprises ou usines, afin de sauvegarder la vie des prolétaires, employés, ou par tant d'autres, comme les falsificateurs, etc... 2^o que les criminels sont toujours constitutés par les malheureux, les très malheureux (exception faite, bien entendu, des drames passionnels, cela, c'est une autre question).

2^o Que, ici, les très malheureux sont les indigènes ; qu'il n'y a pas d'europeens malheureux.

Donc cela confirme ce que les anarchistes disent toujours : S'il n'y avait plus de misère, il n'y aurait plus de crimes au sens vulgaire du mot, s'il n'y avait plus de capitalistes exploiteurs, il n'y aurait plus de crimes au sens révolutionnaire du mot.

Si peut dire avec certitude que lorsque la révolution sera faite, tout crime aura disparu (exception faite pour les crimes passionnels, qui disparaîtront lorsque les individus seront assez évolus pour ne plus considérer l'être humain comme un objet de propriété).

Marguerite Sepsa.

THIERS

Epilogue d'une manifestation

Le « Libertaire » a relaté, à l'époque, les incidents survenus à Thiers, le mercredi soir 12 février ; une manifestation populaire de plus de 600 personnes venaient troubler la quiétude de notre maire-dictateur, pour rappeler à une plus grande pudeur et modestie, qui, sur les instances des clercs, avait osé interdire la parole au conférencier Chapin.

Mercredi 23 juillet, comme suite aux plaintes de cet honnête et loyal magistrat, comparaissaient en correctionnelle, devant une salle d'audience archi-comble d'un public de sympathiques, les trois camarades d'« *Vayard, Faye et Mme Guillot* ».

A la barre, seize témoins à décharge, tous sortis de la partialité et des contradictions de l'accusation contre nos amis, vinrent démentir à nantir les ragots intéressés et menaçantes du maire et tous ses valets civils et policiers.

Sentant le terrain fragile et l'antipathie du public pour nos accusateurs, le Procureur, réussit à éviter de charger nos camarades demandant en conclusion un verdict d'acquittement, aussi, après une belle plaidoirie de M^e Ernest Lafont et Planche, nous étions en droit d'espérer, sinon un acquittement complet, (pourtant conclusion logique de cet affaire), au moins le sursis pour une légère amende.

Il n'en fut rien, mais craignant ce jour une nouvelle manifestation de sympathie du public à l'énoncé de leur verdict d'injustice, les chefs-fours remirent au vendredi 25 leurs décisions, jugement condamnant les camarades : Vergnard à 30 francs, Paye à 60 francs et Mme Guillou à 120 francs d'amende sans aucun sursis.

Ayant jugé de la douceur de la police locale de la manifestation, nous avons pu aussi, ainsi, nous rendre compte de l'équité des gens de justice, tous dignes souteneurs du régime de liberté qui nous dispense avec tant de grâce et bonne humeur, ce grand et honorable républicain Tardieu.

Ces messieurs peuvent être assurés cependant que nous ne sommes nullement intimides par leur répression ayant la vérité de notre côté, nous sommes décidés, plus que jamais, à poursuivre notre tâche d'éducation et d'action révolutionnaire, heureux de constater, en cette circonstance, la solidarité de la classe ouvrière thiernoise, malgré toute la calomnie déversée sur notre compte par les jésuites civils et religieux.

Le Groupe Libertaire.

Marcel Lenormand.

COURSAN

Les salaires

Voilà bientôt deux ans que les salaires n'ont pas été augmentés et pourtant le coût de la vie depuis 1928, n'a cessé de monter. Malgré toutes les tentatives faites par le Syndicat pour grouper les ouvriers, ces derniers se sont complètement désintéressés de leurs revendications.

Il est devenu une coutume et cette année-ci, la nécessité ne fera probablement pas déroger à cette règle, que les revendications se posent à la veille des vendanges !

Nul doute que le Syndicat autonome des cultivateurs de Coursan aura discuté de cette question à l'heure où paraîtront ces lignes.

Dans tous les cas, nous ne ménagerons pas nos efforts pour le regroupement de tous les ouvriers désabusés et, qui, depuis quelque temps, paraissent plongés dans un sommeil lénifiant. D'autres sont encore pleins de scrupules pour les exploiteurs et, tout en reconnaissant la légitimité d'une augmentation des salaires, n'osent rien dire parce que le vin ne vend pas. Certains, et ils sont encore assez nombreux, qui, quelque militant dans des organisations de gauche, dédaiment complètement le Syndicat pour des causes anodines.

Camarades, s'il n'est pas possible de s'unir idéologiquement, dressez-vous comme un seul être, pour nous défendre et, pour cela, adhérez au Syndicat et assistez nombreux à ses réunions.

SAINT-ETIENNE

Roman-Cinéma Soulié-Durafour

Le film est terminé et une leçon se dégage pour nous anarchistes, du plus grand intérêt et aussi pour les travailleurs conscients.

Comme je l'ai annoncé précédemment, le troisième épisode s'est passé à la correctionnelle. Mais le jugement étant envisagé de manière qu'aucune des troupes en jeu ne puisse s'en prévaloir, fut renvoyé au 25, puis au 25 au 28, pour permettre à la comédie de suivre son libre cours.

Ce troisième épisode vient de se terminer par cet attendu, dont voici le texte qui démontre admirablement que le système de Ponce-Pilate : « Je m'en lave les mains » a fait école :

« Attends que l'affaire de l'avion n'est, en définitive, qu'une série de commentaires ou d'appréciations sur les caractères et tenances d'actes et abstentions du maire, se

rapportant à sa gestion communale ; d'appréciation qui revêtrent, en se développant, les caractères d'une lutte d'ordre politique entre deux parlementaires, dont l'intégrité est au-dessus de tout soupçon ».

C'est-à-dire qu'en bon français, « on s'est fourré dans la guerre du Peuple Souverain ».

Le quatrième épisode, les élections, a été une démonstration convaincante de ce que peut donner au maximum l'objectif de la politique. Pouah !

Tous ceux qui me liront ne pourront pas s'imaginer à quel point est tombé le degré de malpropreté de ce que l'on appelle la « cuisine électorale » ici à Saint-Etienne. Il faut l'avoir vu et surtout le comprendre pour s'en rendre compte.

Le Peuple Souverain s'est à nouveau manifesté le 27 juillet. Sur 48.502 inscrits, 29.623 ont fait leur « devoir » de citoyens, soit une augmentation de 822 électeurs votants sur le premier tour, c'est malgré, comparativement à l'avalanche de tracts, affiches circulaires, journaux gratis et, malgré la formule sacramentelle qui réussit assez souvent : « Tous pour la République contre la réaction ! » Dans ces sortes de tournois il n'est jamais question de l'intérêt : le Peuple. Pour cause, que ce soit l'Empire, la Monarchie, la République, la Diktature, le Fascisme, la Régime, pourvu que l'Empire, la Monarchie, la République, la Diktature, le Fascisme existent. D'autres fois, c'est le nom de la Nation qui est en jeu, mais le résultat est le même.

Ces 29.622 électeurs se sont répartis ainsi : Durafour (15.937) — Bolcheviste (2.139), soit une baisse de 1.009 voix sur le premier tour. Neyret (11.905) — Un seul candidat Jean République (610), augmentation de 110 voix sur le premier tour.

L'année dernière, aux élections générales, le nombre des abstentionnistes avait été de 16.000 environ au premier tour et de 15.000 au deuxième tour. Cette année, le nombre est de 20.000. Le journal royaliste « Le Mémorial » en profite pour réclamer le vote obligatoire, c'est-à-dire la suppression de la seule manifestation de la « Souveraineté de l'Électeur », celle d'être libre de ne pas l'exercer.

Cela n'empêchera pas de continuer à ce que les travailleurs soient « Gros Jean », comme devant les poires succulentes et juives de la politique, tant qu'ils abdiqueront leur personnalité au profit des maîtres présents et à venir, par l'exercice du bulletin de vote.

Eugène Soulié.

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

Le 31^e fascicule (de la page 1.441 à la page 1.488) est sous presse. Quand ces lignes paraîtront, nos abonnés l'auront reçu ou seront à la veille de le recevoir.

Le 31^e fascicule contient des études du plus haut intérêt, entre autres : la fin de l'article de Léon Fouillée de Delainay sur *la Masse et les Elites* ; un exposé original et extrêmement intéressant de Voline sur *La Psychologie des masses et leur puissance créatrice* ; un article très documenté de M. Lapeyre, sur le *Massacre* ; une série d'études remarquables sur le *Méthodisme*, par Han Ryner et Gregoire ; le *Méthodisme individuel*, par Voline ; une synthèse sur le mot *Mathématique* et ce qu'est cette science exacte par L. Barbedette ; un excellent article de la doctoresse M. Pelletier sur la <

